



**CAHIER DES CLAUSES**  
**ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**  
**(CCAP)**

\*\*\*\*\*

**Objet** : Prestations d'agence de voyage

Marché soumis aux dispositions du code de la commande publique, ainsi que du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS-2021).

**CCAP relatif à la consultation n° 2025-02**

# SOMMAIRE DU CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

---

<b>ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>4</b>
1-1 Objet du marché : .....	4
1-2 Décomposition en lots : .....	4
1-3 Personne publique contractante, personne publique contractante, autorité compétente : .....	4
1-4 Type de marche : .....	4
1-5 Forme des notifications et informations : .....	4
<b>ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHE.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 : DELAIS ET MODALITES LIVRAISON .....</b>	<b>5</b>
4-1 Délais de livraison/exécution (Hors ligne/En ligne) : .....	5
4-2 Délivrance des billets : .....	6
4-3 Durée d'exécution en fin de marché : .....	6
<b>ARTICLE 5 : PERIMETRE DU MARCHE, BILAN D'EXECUTION.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</b>	<b>6</b>
6-1 Prix pratiqués : .....	6
6-1 Obligation de résultat : .....	6
6-2 Obligation d'information, de conseil et de collaboration : .....	7
6-3 Statistiques et bilan annuel : .....	7
6-4 Obligation de fin de marché : .....	8
<b>ARTICLE 7 : MODALITES DE DETERMINATION ET VARIATION DES PRIX .....</b>	<b>8</b>
7-1 Nature et contenu des prix : .....	8
7-2 Variation des prix : .....	8
<b>ARTICLE 8 : REGLEMENT .....</b>	<b>9</b>
8-1 Mode de règlement : .....	9
8-2 Périodicité de règlement : .....	9
8-3 Délai global de paiement : .....	9
8-4 Paiement de groupement d'opérateurs économiques : .....	9
8-5 Paiement des sous-traitants : .....	9
<b>ARTICLE 9 : AVANCE FORFAITAIRE .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 10 : PENALITES.....</b>	<b>10</b>
10-1 Pénalités de retard : .....	10
<b>ARTICLE 11 : CLAUSES ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE ET D'INSERTION.....</b>	<b>12</b>

<b>ARTICLE 12 : ASSURANCES .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 13 : CESSION ET NANTISSEMENT .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 14 : SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 15 : RESILIATION .....</b>	<b>13</b>
15-1 Conditions de résiliation du marché :.....	13
15-2 Redressement ou liquidation judiciaire :.....	14
<b>ARTICLE 16 : DROIT, LANGUE, RECOURS, MONNAIE .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 17 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 18 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>15</b>
18-1 Confidentialité : .....	15
18-2 Mesures de sécurité : .....	15
18-3 Protection de la main d’œuvre et conditions de travail :.....	15
18-4 Protection de l’environnement, sécurité et santé :.....	16
18-5 Réparation des dommages : .....	16
18-6 Changement de dénomination sociale du titulaire :.....	16
18-7 Changements affectant le titulaire :.....	16
18-8 Changement de contractant en cours d’exécution du présent contrat :.....	16
18-9 Défaillance du titulaire : .....	16
<b>ARTICLE 19 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS-2021.....</b>	<b>17</b>

## **ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES**

### **1-1 Objet du marché :**

Les stipulations du présent accord-cadre concernent la fourniture de titres de transport ferroviaires, aériens et prestations associées ainsi que la réservation d'hôtel pour les personnels et intervenants extérieurs de l'Institut d'Études Politiques de Lyon.

Le contrat est un marché public passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté susmentionné 30 mars 2021). Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.

### **1-2 Décomposition en lots :**

Le marché est composé d'un lot unique.

Justification de non-allotissement en cas de lot unique :

- ☐ L'acheteur n'est pas en mesure d'assurer par lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination.
- ☐ La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence.
- ☒ La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.
- ☒ La dévolution en lots séparés risque de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### **1-3 Personne publique contractante, personne publique contractante, autorité compétente :**

Responsable légal du pouvoir adjudicateur : Madame la Directrice de l'Institut d'Études Politiques de Lyon

Personne habilitée à recevoir les documents : Madame la Directrice de l'Institut d'Études Politiques de Lyon ou ces délégués

Comptable assignataire des paiements : Madame l'Agent Comptable de l'Institut d'Études Politiques de Lyon

### **1-4 Type de marche :**

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel de 200 000 € HT, qui est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Moyenne estimative de dépenses sur une année : 100 000 € HT.

Il s'agit d'un accord-cadre qui fixe toutes les conditions d'exécution des prestations.

### **1-5 Forme des notifications et informations :**

Pour compléter l'article 3.1 du CCAG-FCS-2021, tous les actes / décisions / informations / observations émis dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre pourront être notifiés **par courrier, par mail avec accusé de réception ou par le profil acheteur**. Ainsi, le présent accord-cadre pourra être notifié par le profil acheteur de l'Institut.

A cette fin, le titulaire renseigne **à l'article 1 de l'acte d'engagement une adresse mail pour les notifications dématérialisées**.

Il est précisé que :

- les échanges courants seront réalisés par simple mail avec accusé de réception (exemples : diffusion des comptes rendus de réunion) ;
- les avenants, pénalités, non reconductions ou résiliations pourront être notifiés par courriel / courrier avec accusé de réception ou par remise contre récépissé. On entend par « courriel » un courrier électronique avec la signature électronique d'une personne habilitée.

En cas de notification par le biais du profil acheteur, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la 1<sup>ère</sup> consultation du document adressé, certifié par l'accusé de réception délivré par le profil acheteur, ou à défaut de consultation, à l'expiration d'un délai de 8 jours à compter de la mise à disposition du dit document sur le profil acheteur.

## **ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le marché est constitué par les documents contractuels ci-dessous par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières et sa synthèse (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS-2021) ;
- Le bordereau de prix unitaire ;
- Le cadre de réponse technique ;
- Le règlement de consultation (RC).

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les locaux de l'Institut font foi. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans le(s) barème(s), tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du contrat.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties.

Le titulaire du marché ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter les prestations.

## **ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHÉ**

Le marché est passé pour une période de 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> mai 2025 au 30 avril 2030.

## **ARTICLE 4 : DELAIS ET MODALITES LIVRAISON**

### **4-1 Délais de livraison/exécution (Hors ligne/En ligne) :**

**En cas d'impossibilité à satisfaire la demande** : dans un **délai maximum de 24 heures** (sauf urgence) à compter de la demande de devis, le titulaire informe l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon des éventuelles impossibilités à satisfaire la demande, et propose une ou des alternatives. L'Institut d'Etudes Politiques de Lyon confirme alors les modifications apportées à la demande initiale, ou annule sa demande.

**Délai de transmission du devis** : dans un **délai maximum de 48 heures** (sauf urgence) à compter de la demande de devis, le titulaire adresse son devis à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon qui l'accepte ou le refuse.

**Délivrance du titre de transport ou de la réservation :** le titulaire s'engage à fournir les billets et autres titres de réservation au moins 48 heures avant le départ (samedi, dimanche et jours fériés non compris), sauf cas d'urgence où il peut être ramené à 24h.

En cas de dépassement d'un délai prévu ci-dessus, le titulaire devra indiquer les motifs de ce dépassement dans les plus brefs délais **par retour de mail**.

Pour la **délivrance du titre de transport ou de la réservation**, l'Institut se réserve alors le droit de maintenir ou d'annuler la commande. Le maintien est tacite sauf décision explicite de l'Institut. Le titulaire est tenu d'indiquer le motif du défaut de livraison au plus tard le dernier jour du délai sur lequel il s'est engagé, faute de quoi l'Institut fera application des pénalités prévues au présent CCAP. Si le titulaire n'est pas en mesure de satisfaire la commande, il doit obligatoirement aviser, par écrit, le service demandeur.

#### 4-2 Délivrance des billets :

Les billets seront directement adressés par messagerie aux demandeurs des titres de transport et à la personne concernée par le voyage.

Tous les services de l'établissement peuvent effectuer des demandes auprès du prestataire mais la validation des billets est effectuée seulement par le service Finances de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon. La liste des personnes habilitées sera fournie au démarrage du marché.

A titre d'indication, les adresses mail des personnels de l'Institut sont : [prénom.nom@sciencespo-lyon.fr](mailto:prénom.nom@sciencespo-lyon.fr)

#### 4-3 Durée d'exécution en fin de marché :

Les prestations pourront être exécutées auprès du titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

### **ARTICLE 5 : PERIMETRE DU MARCHÉ, BILAN D'EXECUTION**

A titre d'information sans valeur contractuelle, les commandes passées par l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon dans le cadre de ce segment représentent en moyenne 100 000 € HT par an répartis de la manière suivante :

- Transports ferroviaires et prestations annexes : 70 000 euros HT ;
- Transports aériens : 15 000 euros HT ;
- Hébergement : 15 000 euros HT.

### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

#### 6-1 Prix pratiqués :

Le titulaire est tenu de proposer les billets aux meilleures conditions tarifaires.

Les compagnies Low-Cost seront proposées chaque fois que cela sera possible.

Le titulaire certifie que les prix stipulés dans le présent marché n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

#### 6-1 Obligation de résultat :

Le titulaire est tenu de respecter tous les délais fixés à l'article 4 du présent CCAP.

En cas de non-respect de ces obligations, des pénalités pourront être appliquées telles que définies au présent document.

## 6-2 Obligation d'information, de conseil et de collaboration :

Dans le cadre de sa mission, le titulaire a une obligation d'information et de conseil.

A ce titre, il s'engage à informer l'administration de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur les prestations objet du présent accord-cadre.

En vertu de son obligation de conseil, le titulaire s'engage également à inciter, recommander et préconiser des solutions adaptées aux besoins du bénéficiaire notamment par l'identification des voyageurs pour lesquels la souscription d'un abonnement serait économiquement plus avantageuse.

Pour les voyages à l'étranger, le titulaire informe le voyageur des formalités à accomplir (visa, demande d'autorisation de voyage, ...) et plus généralement des conditions sanitaires particulières à satisfaire (vaccinations, ...).

Le titulaire devra également, pour chaque déplacement, prévenir des risques et restrictions sur les déplacements internationaux selon le pays de destination ou, à défaut, indiquer précisément où trouver les informations mises à jour.

Si une difficulté apparaissait au cours de l'exécution de l'accord-cadre, l'obligation de collaboration des parties les engagerait à alerter l'autre partie dans les meilleurs délais et à se concerter pour mettre en place une solution adaptée.

Des réunions de suivi du contrat sont organisées avec le titulaire (réunion de lancement et points réguliers). Ces réunions traitent : de la situation contractuelle, des problèmes rencontrés, etc.

Le titulaire informe et fait bénéficier l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon des prix ou offres promotionnels pratiqués par les prestataires de transport à l'ensemble de leur clientèle.

A défaut d'information et/ou d'application des prix ou offres promotionnelles, un conseil adapté doit être prodigué à destination des personnes à mobilité réduite afin de répondre au mieux à leurs contraintes.

## 6-3 Statistiques et bilan annuel :

Le titulaire transmet à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon sans frais (via l'outil de commandes en ligne, par mail, ...) et sous forme de fichier .xlsx ou .csv ou .ods, certaines données annuellement :

- les informations relatives aux voyages effectués : nom du voyageur, entité d'appartenance du voyageur, date de voyage, classe, prix payé, type de tarification (ex. pour la SNCF : Pro, Loisirs, Affaires, ..., abonné ou non abonné, ...), frais éventuels, ... ;

- bilan des économies réalisées notamment via la souscription d'abonnements, ... ;

- bilan carbone détaillé comprenant à minima les informations suivantes :

Nombre de déplacements par type de transport et par destination (France / Europe / monde) ;

Nombre de kilomètres parcourus par type de transport ;

Coût par type de transport ;

- bilan annuel d'activités transmis et présenté à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon au cours d'une réunion qui aura lieu annuellement. Il permettra ainsi de connaître les déterminants de la dépense, assurer le suivi et l'analyse de l'évolution des déplacements et réaliser potentiellement des économies d'échelle. En cas de non-transmission du bilan annuel, les pénalités prévues au présent CCAP s'appliquent ;

- les informations financières relatives aux frais payés : prix des billets, des abonnements, des avoirs, des frais (modification ou annulation), etc ;

- la liste des voyageurs pour lesquels la prise d'un abonnement représenterait un avantage financier pour l'Institut.

#### 6-4 Obligation de fin de marché :

Le titulaire s'engage à fournir à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon, 3 mois avant la date de fin du marché, la base de données complète dans un format de fichier ouvert (cf. Article 4-21 du CCTP). À défaut des pénalités pourront être appliquées telles que définies à l'article 19 du présent CCAP.

A la fin du marché, le titulaire ne devra plus utiliser cette base de données demeurant confidentielle pour quelque raison que ce soit, et en particulier à des fins commerciales.

### **ARTICLE 7: MODALITES DE DETERMINATION ET VARIATION DES PRIX**

#### 7-1 Nature et contenu des prix :

Le marché est traité à prix unitaires, appliqués aux prestations réellement exécutées. Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, incluant tous les frais généraux, impôts et taxes, et assurant au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Les prix sont établis en toute connaissance de l'importance et de la nature des prestations à effectuer, ainsi que de toutes les difficultés et sujétions susceptibles de survenir lors de leur réalisation.

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois de **mai 2025 (mois m0)**, par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG FCS 2021. Ce mois est appelé « mois zéro ».

#### 7-2 Variation des prix :

Les tarifs du bordereau de prix sont ***fermes* la première année du marché et *ajustables* ensuite en une seule fois annuellement, à chaque date anniversaire à la hausse comme à la baisse, sur proposition du titulaire.**

Les prix seront ajustés par référence au tarif public que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire sera tenu de justifier de l'application de cette hausse à l'ensemble sa clientèle professionnelle (donc justifier de l'évolution de ses tarifs publics).

Périodicité d'application : Annuelle à compter de la date de démarrage de l'accord cadre.

Modalité d'application : Le titulaire adresse un mois avant, par courriel\* le nouveau bordereau de prix avec les tarifs ajustés, daté et signé électroniquement accompagné d'une version « Excel » (en cas de signature manuscrite, l'envoi doit se faire par courrier\*\* et un courriel\* devra être envoyé en même temps, il contiendra le nouveau bordereau de prix au format « Excel »). L'Institut dispose alors d'un délai d'un mois à compter de la date probante de la réception des nouveaux tarifs pour faire connaître ses observations sur ceux-ci ainsi que son acceptation. L'accord du pouvoir adjudicateur doit être exprès.

En cas de non réception du bordereau de prix avec les tarifs ajustés un mois avant, une pénalité est prévue à l'article 18 du présent CCAP si cela engendre une non prestation. De plus, les tarifs appliqués seront ceux du semestre précédent. A contrario, si le retard de mise en application résulte du fait de l'Institut, la pénalité ne sera pas appliquée et le tarif ajusté sera applicable.

Clause butoir : La variation du prix est plafonnée à la hausse à 3% par an.

Clause de sauvegarde : Les prix pourront varier à la baisse comme à la hausse. Toutefois le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur, sans indemnité, dès lors que l'évolution moyenne de l'ensemble des prix pratiqués au titre du marché entraînera une augmentation de plus de 5 % par an par rapport au tarif initialement proposé par le titulaire.

\*Adresse du courriel : [marches.publics@sciencespo-lyon.fr](mailto:marches.publics@sciencespo-lyon.fr) / [finances@sciencespo-lyon.fr](mailto:finances@sciencespo-lyon.fr)



\*\* Adresse d'envoi : Institut d'Etudes Politiques de Lyon - Service Finances - 14, Avenue Berthelot – 69007 LYON

## **ARTICLE 8 : REGLEMENT**

### **8-1 Mode de règlement :**

Le paiement s'effectuera selon les règles de la Comptabilité Publique par virement. Les fournitures faisant l'objet du marché donneront lieu à un paiement après vérification du service fait. Les factures seront déposées électroniquement via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>) (SIRET : 196 901 730 00024 - Code service : FACTURES PUBLIQUES) et devront comprendre :

- le nom, numéro Siret et l'adresse de la société ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché et, le cas échéant, la date et le numéro de l'avenant ;
- le nom et l'adresse du service destinataire de la commande ;
- la date de facturation ;
- la nature des fournitures livrées (désignation, référence, quantité, ...) ;
- le prix HT des fournitures livrées selon le BPU, la TVA et le prix TTC ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

**Si une des mentions énumérées ci-dessus n'apparaît pas sur la facture, cette dernière ne sera pas prise en compte.**

Le titulaire devra avertir sans délai l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et son SIRET et devra produire à cet effet toute justification utile en s'adressant à [marches.publics@sciencespo-lyon.fr](mailto:marches.publics@sciencespo-lyon.fr) / [finances@sciencespo-lyon.fr](mailto:finances@sciencespo-lyon.fr)

### **8-2 Périodicité de règlement :**

Sans objet.

### **8-3 Délai global de paiement :**

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception par l'Institut de la demande de paiement. Le dépassement de ce délai sera sanctionné par le versement de plein droit d'intérêts moratoires par l'Institut dont le taux est : taux d'intérêt légal + 8 points.

### **8-4 Paiement de groupement d'opérateurs économiques :**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives au groupement d'opérateurs économiques s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS-2021.

### **8-5 Paiement des sous-traitants :**

**Pour les sous-traitants, le titulaire joint, à sa facture, une attestation certifiant la somme à payer par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix.**

Au préalable, le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## **ARTICLE 9 : AVANCE FORFAITAIRE**

Sauf indication contraire de l'acte d'engagement, une avance forfaitaire est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, dans les conditions des articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

L'Institut d'Etudes Politiques de Lyon, de par ses dépenses réelles de fonctionnement, n'entre pas dans le champ du paragraphe 2 de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique. Le taux minimal de l'avance ne change donc pas lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Le mandatement interviendra dans un délai d'un mois à compter de la date effective de commencement des prestations. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

En application des articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

## **ARTICLE 10 : PENALITES**

En cas de manquement aux obligations, de mauvaise exécution, d'inexécution ou de non atteinte des résultats attendus, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités telles que précisées ci-dessous. Ces pénalités sont cumulables et appliquées sur le montant HT des factures ou à défaut facturées directement au titulaire.

### **10-1 Pénalités de retard :**

Impossibilité à satisfaire la demande :

En cas d'impossibilité à satisfaire la demande après une demande par mail et de non-réponse après le délai imposé à l'article 4-1 du présent CCAP, le titulaire encourt sans mise en demeure, une pénalité de 10 € par jour de retard.

Transmission de devis :

En cas de non-transmission du devis dans le délai imposé à l'article 4-1 du présent CCAP, le titulaire encourt sans mise en demeure, une pénalité de 10 € par jour de retard.

Retard sur la délivrance du titre de transport :

Si le délai contractuel de livraison est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée au moyen de la formule  $P = (V \times R) / 10$  dans laquelle P est le montant de la pénalité, V est le montant du bon de commande concerné et R est le nombre de jours de retard. R est plafonné à 10 jours.

10-2 Pénalités en cas d'indisponibilité de la solution de commande en ligne :

En cas de dépassement du délai d'indisponibilité du service de commande en ligne (1 jour), le titulaire encourt sans mise en demeure, une pénalité de 50 € par jour d'indisponibilité après constatation du problème.

10-3 Pénalités pour défaut de transmission des statistiques et bilan annuel :

Si le titulaire ne fournit pas les statistiques conformément à l'article 6-4 du présent CCAP, celui-ci encourt sans mise en demeure, une pénalité de 30 € par jour de retard. Le délai est calculé entre le jour de la non transmission, et le jour de la réception des statistiques.

10-4 Pénalités pour non-transmission du bordereau de prix avec les tarifs ajustés :

Si le titulaire ne fournit pas le bordereau de prix ajusté conformément à l'article 10 du présent CCAP et que cela engendre une non prestation, celui-ci encourt sans mise en demeure, une pénalité de 100 € par jour de retard. Le délai est calculé entre le jour de la demande de prestation et le jour de la réception du bordereau de prix ajusté.

10-5 Pénalités pour non-respect du délai de livraison des supports de formation :

A l'issue des formations, les supports doivent être fournis. En cas de non transmission des supports, le titulaire encourt sans mise en demeure, une pénalité de 30 € par jour de retard.

10-6 Pénalités en cas de non-réalisation d'une formation supplémentaire demandée :

Si le titulaire n'exécute pas la réalisation d'une formation supplémentaire demandée après transmission d'un bon de commande et sous un délai d'un mois après envoi du bon de commande par mail, celui-ci encourt sans mise en demeure, une pénalité de 30 € par jour de retard.

10-7 Pénalités pour non-transmission de la base de données complète

Si le titulaire ne fournit pas à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon, 3 mois avant la date de fin du marché, la base de données complète dans un format de fichier ouvert (cf. Article 4-21 du CCTP), celui-ci encourt sans mise en demeure, une pénalité de 50 € par jour de retard.

10-8 Pénalités pour travail dissimulé :

Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 des pénalités lui seront infligées. Le montant des pénalités sera, au plus, égal à 10 % du montant du marché et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

10-9 Pénalités pour méconnaissance de la réglementation de protection des données à caractère personnel:

Pour tout défaut d'exécution dans le cadre de l'application du RGPD conformément à l'article 26 du présent CCAP, l'Institut pourra appliquer, après mise en demeure non suivie d'une régularisation de la situation, une

pénalité d'un montant de 200 euros pour chaque défaut d'exécution constaté (cela concerne également la justification par écrit de la destruction des données à l'échéance du marché).

#### 10-10 Pénalités pour méconnaissance des obligations de respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité :

En cas de méconnaissance au cours de l'exécution du contrat des obligations de respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité, l'Institut pourra appliquer les pénalités suivantes à l'issue d'une procédure contradictoire :

- une pénalité forfaitaire d'un montant de 200 euros à l'encontre du titulaire en cas de manquement établi de tout personnel placé sous son autorité, ainsi que de tout personnel placé sous l'autorité de l'un de ses sous-traitants, aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité, et notamment à l'interdiction de manifester ses opinions politiques ou religieuses, à l'obligation de traiter de façon égale toutes les personnes, et au respect de la liberté de conscience et de la dignité de toutes les personnes. Cette pénalité s'applique par manquement constaté ;
- une pénalité forfaitaire d'un montant de 200 euros à l'encontre du titulaire en cas de manquement aux obligations contractuelles (défaut de mise en œuvre des actions préventives, absence de mise en œuvre d'une procédure de signalement des manquements, etc.). Cette pénalité s'applique par manquement constaté ;
- une pénalité forfaitaire de 200 euros à l'encontre du titulaire par jour d'absence d'action correctrice à la suite d'un manquement aux principes d'égalité, neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du contrat. Cette pénalité s'applique par jour à compter du constat de la carence du titulaire à mettre en œuvre les actions correctrices prévues au contrat ;
- une pénalité forfaitaire de 200 euros à l'encontre du titulaire pour toute absence à une réunion avec l'Institut portant sur la définition de mesures préventives ou correctrices sur l'égalité, la neutralité et la laïcité ou portant sur le suivi de ces mesures.

Ces pénalités peuvent être cumulées le cas échéant.

Lorsque l'Institut envisage d'appliquer des pénalités, le titulaire sera invité par écrit à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements concernés, ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai, ou si l'Institut considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS-2021, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

### **ARTICLE 11 : CLAUSES ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE ET D'INSERTION**

Sans objet.

### **ARTICLE 12: ASSURANCES**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS-2021, tout titulaire (mandataire et groupement conjoint inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie et justifiant qu'il est à jour de ses cotisations.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **ARTICLE 13 : CESSIION ET NANTISSEMENT**

Les créances concernant le marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique. Un certificat de cessibilité de créances sera transmis au titulaire sur demande.

### **ARTICLE 14 : SOUS-TRAITANCE**

En cours d'exécution du marché, le titulaire pourra faire appel à des sous-traitants, sous réserve d'une déclaration préalable soumise aux dispositions des articles L. 2193-1 à L.2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par le représentant légal du pouvoir adjudicateur, par le titulaire qui conclut le contrat de sous-traitance et par le sous-traitant. L'avenant ou l'acte spécial indique :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant (HT, TVA et TTC) ;
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2194-10 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Si le sous-traitant est payé directement : le compte à créditer.

Les demandes d'agrément des sous-traitants devront **obligatoirement** être accompagnées d'une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun cas mentionné aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande.A défaut, les sous-traitants ne seront pas agréés.

### **ARTICLE 15 : RESILIATION**

#### **15-1 Conditions de résiliation du marché :**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS-2021.

Toutefois et par dérogation aux articles 38, 41 et 42 du CCAG-FCS-2021, le marché pourra être résilié sans indemnité :

- en application de la clause de sauvegarde stipulée à l'article 10-2 du présent CCAP ;
- en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles du marché ;
- en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général.

Conformément aux dispositions prévues par l'article 45 du CCAG-FCS-2021, l'administration se réserve la possibilité de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire :

- soit en cas d'inexécution de la prestation ;
- soit en cas de résiliation du contrat pour faute du titulaire.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur et par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS-2021, le titulaire ne percevra aucune indemnité forfaitaire.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article L. 2142-1 et aux articles R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues

aux articles D. 8222- 5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

#### 15-2 Redressement ou liquidation judiciaire :

En complément des dispositions de l'article 39 du CCAG-FCS-2021, le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

#### ***Redressement judiciaire :***

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622- 13 du Code de commerce. En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

#### ***Liquidation judiciaire :***

La résiliation du marché est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, la pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

### **ARTICLE 16 : DROIT, LANGUE, RECOURS, MONNAIE**

En cas de litige, le droit français est le seul applicable. Le tribunal administratif de Lyon est seul compétent. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la date de publication de l'avis d'attribution.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

### **ARTICLE 17 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Les conditions applicables au traitement des données à caractère personnel sont définies à l'article 5.2 du CCAG-FCS-2021. Les parties s'engagent à collecter et à traiter toute donnée à caractère personnel en conformité avec toute réglementation en vigueur applicable au traitement de ces données, et notamment à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi qu'au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 modifié, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données modifié (dit « règlement général sur la protection des données » - RGPD).

Par dérogation aux dispositions de l'article 5.2.2 du CCAG-FCS-2021, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent contrat et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de protection des données à caractère personnel.

Conformément au règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles, le titulaire pourra collecter des données personnelles du personnel de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon uniquement à des fins administratives dudit marché.

Cette collecte devra être limitée au stricte nécessaire et ne pourra servir uniquement dans le cadre du bon fonctionnement du dit marché.

L'ensemble des données seront systématiquement supprimées de tous supports à l'échéance du marché. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Les données ne pourront pas servir d'archive ni alimenter un fichier client. En aucun cas ces données ne peuvent servir à des fins commerciales.

Le titulaire du marché devra présenter un registre des traitements complet relatif à ce marché à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon et annoncer ses méthodes pour que chaque personne puisse faire valoir ses droits relatifs à la RGPD.

Le titulaire devra présenter son DPO ainsi que les moyens de le contacter.

Dans tous les cas, il est possible de contacter le DPO de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon en lui écrivant à : [affaires.juridiques@sciencespo-lyon.fr](mailto:affaires.juridiques@sciencespo-lyon.fr)

## **ARTICLE 18 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES**

### **18-1 Confidentialité :**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS-2021. Le titulaire et son personnel ainsi que ses éventuels sous-traitants sont tenus de respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation et de faire preuve de discrétion professionnelle.

Sauf accord préalable du pouvoir adjudicateur, ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale, à des tiers, de faits, informations, études et décisions dont ils pourraient avoir connaissance en cours d'exécution des prestations objet du marché.

Les supports (fichiers ou documents) transmis ou mis à disposition du prestataire dans le cadre de la prestation sont confidentiels. Ils ne peuvent en aucun cas, ni être utilisés pour un autre usage que celui de la réalisation du contrat, ni transmis à des tiers et devront être restitués à l'administration à sa demande.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à consulter préalablement l'administration par écrit avant toute utilisation commerciale de la signature du marché et de toutes les pièces et éléments d'information prévus au contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

### **18-2 Mesures de sécurité :**

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS-2021.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations des mesures de sécurité.

### **18-3 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :**

Conformément à l'article 6.1 du CCAG-FCS-2021, le titulaire a l'obligation de respecter les lois, règlements et conventions collectives relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Par dérogation aux dispositions à l'article 6.2 du CCAG-FCS-2021, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent contrat et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations des mesures de protection de la main d'œuvre et conditions de travail.

#### 18-4 Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG-FCS-2021, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Par dérogation aux dispositions à l'article 7.2 du CCAG-FCS-2021, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent contrat et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

#### 18-5 Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG-FCS-2021, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

#### 18-6 Changement de dénomination sociale du titulaire :

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'administration contractante par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

#### 18-7 Changements affectant le titulaire :

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, à l'administration tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement.

#### 18-8 Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat :

Le transfert du contrat à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit informer l'administration dans les plus brefs délais de ce changement et produire les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du présent contrat par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

#### 18-9 Défaillance du titulaire :

En cas d'impossibilité pour le titulaire de répondre temporairement aux clauses du contrat (problème de qualité des produits, problème d'approvisionnement, non remplacement de produits...), cette interruption portant



préjudice au bon fonctionnement de l'administration, la personne publique est autorisée à faire exécuter les prestations par un tiers. Dans ce cas, l'augmentation éventuelle des dépenses est à la charge du titulaire.

**ARTICLE 19 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS-2021**

L'article 7 du CCAP déroge à l'article 10.1.2 du CCAG-FCS-2021.

L'article 10 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS-2021.

L'article 15-1 du CCAP déroge aux articles 38, 41 et 42 du CCAG-FCS-2021.

L'article 17 du CCAP déroge à l'article 5.2.2 du CCAG-FCS-2021

L'article 18 du CCAP déroge aux articles 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS-2021.

A ....., le .....

A LYON,

Signature